

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles

Avignon, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVIA

ZI du Petit Parc
Rue des Fontenelles - Voie C
78920 Ecquevilly

Références : D-0783-2025

Code AIOT : 0006408012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement SEVIA implanté 200 avenue Marius Bucchi ZI Le Fournale IV 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- 200 avenue Marius Bucchi ZI Le Fournale IV 84700 Sorgues
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVIA exploite sur le site de Sorgues une installation de transit, regroupement, tri et traitement de pneumatiques usagés, ainsi qu'une installation de transit, regroupement de déchets dangereux (huiles usagées, mélanges eaux/huiles, liquides de refroidissement). Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 12/02/2019, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/03/2023.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Entreposage des déchets de pneumatiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 8.3.3	Demande d'action corrective	31/12/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	1 observation à prendre en compte
5	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 3 novembre 2025 a permis de vérifier la prise en compte des demandes formulées lors de la visite précédente. Néanmoins, une non-conformité reste à traiter. L'exploitant s'est engagé à réaliser l'action corrective avant la fin de l'année 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, les demandes suivantes avaient été formulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion conformément aux dispositions de l'article 48 de l'AM du 04/10/2010 et les reporter sur un plan. - matérialiser ces zones sur le terrain par des moyens appropriés. <p>L'exploitant dispose d'un plan de masse opérationnel de son site visé par le SDIS84 le 27/05/2025.</p>

Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie sont reportées sur le plan.

Le jour de la visite, ces zones ne sont pas matérialisées sur le terrain. L'exploitant déclare que les panneaux avaient été commandés, mais qu'il y a eu une erreur de livraison sur ceux relatifs au risque incendie. Il est prévu que ces panneaux soient récupérés le lendemain de la visite et installés immédiatement en suivant.

Post-visite par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis des photos illustrant la mise en place de ces panneaux en cohérence avec les zones à risque identifiées dans le plan de masse opérationnel.

Les demandes formulées lors de la visite du 09/10/2024 ont été prises en compte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, la demande suivante avait été formulée :

- compléter les consignes de sécurité établies (fiche n° 33) de façon à prendre en compte les observations formulées ci-dessous :

- Cette consigne vise l'utilisation des extincteurs et autres moyens disponibles, sans préciser lesquels (les robinets d'incendie armés (RIA) ne sont pas mentionnés).
- Le plan du site disponible en annexe représente le portail pompiers, mais il ne représente pas les extincteurs, ni les RIA disponibles sur site.
- Dans le point 5), il est stipulé qu'il faut fermer la vanne d'isolement. Or le site dispose de trois vannes d'isolement qu'il faut manœuvrer. Ces vannes ne sont pas identifiées sur un plan.
- L'obligation d'informer l'Inspection des installations classées ne figure pas.

La fiche n° 33 « Consignes en cas de sinistre site de Sorgues » a fait l'objet de modifications pour devenir le plan de défense incendie (PDI).

La première page du document vise précisément les moyens d'extinction disponibles sur site (3 extincteurs sur roues, 19 extincteurs portatifs et 5 RIA).

<p>Le plan en page 7 représente les RIA, ainsi que la réserve d'émulseur mise à disposition des services d'intervention. Il représente également les vannes martelières et les vannes obturation bassin.</p> <p>Le numéro de l'astreinte DREAL à joindre en cas d'accident figure en dernière page du document.</p> <p>La demande formulée lors de la visite du 09/10/2024 a été prise en compte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Documents de l'installation.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les plans, en particulier, pour les installations concernées : -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; -le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; -le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; -le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; -le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ; -le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, les demandes suivantes avaient été formulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir un plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie. Ce plan précisera les volumes d'eaux susceptibles d'être retenus en fonction des zones du site. Seront représentées sur ce plan les vannes d'obturations à actionner en cas de besoin. - dès la mise en place du dispositif de détection par caméras thermiques, établir un plan d'implantation des détecteurs. - établir un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie selon un format plus approprié pour communiquer auprès du personnel intervenant ou susceptible d'intervenir sur le site de Sorgues. <p>Sur le plan libellé Implantation SEVIA (de mars 2021), est représentée une zone (en hachurée) correspondant au stockage possible des eaux sur la plateforme. Le volume pouvant être accueilli est estimé à 268 m³.</p> <p>Le plan de masse opérationnel contenu dans le PDI représente les vannes d'obturations à actionner.</p> <p>Le dispositif de détection par caméras thermiques a été mis en place le 16 octobre 2025. La visite de terrain a permis de vérifier la présence des deux caméras positionnées au niveau du bureau et du réfectoire. L'exploitant dispose d'un plan d'implantation des deux détecteurs. L'un couvre la zone de tri des pneumatiques usagés et l'autre couvre la zone de collecte des huiles usagées.</p> <p>L'exploitant dispose désormais d'un dossier de sécurité, établi par la société Eurofeu, comprenant un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site.</p> <p>Les demandes formulées lors de la visite du 09/10/2024 ont été prises en compte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de contrôle et de maintenance
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.
Constats : <i>À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, la demande suivante avait été formulée :</i> <i>- compléter le registre de sécurité, parties inventaire des extincteurs et inventaire des RIA.</i> Le registre de sécurité a été complété. Le site est équipé de 22 extincteurs et 5 RIA. La demande formulée lors de la visite du 09/10/2024 a été prise en compte. La dernière vérification périodique de ces matériels a eu lieu le 17 février 2025 (organisme Eurofeu). Des observations ont été annotées par l'organisme de contrôle. L'exploitant a présenté la facture du 28 février 2025 correspondant à l'intervention de l'organisme. Celle-ci ne permet pas d'établir de façon sûre la prise en compte des observations formulées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les observations annotées par l'organisme de contrôle dans le registre de sécurité lors de son dernier passage du 17 février 2025 ont été prises en compte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des défaillances
Prescription contrôlée : En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
Constats : <i>À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, la demande suivante avait été formulée :</i> <i>- définir les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et le formaliser dans une procédure.</i>

Le logigramme Déversement - Incendie, contenu dans le PDI, indique les actions à mener si l'incident n'est pas maîtrisé. Le cas échéant, il s'agit de :

- procéder à l'évacuation en respectant les consignes et rejoindre le point de rassemblement,
- appeler les pompiers, puis les guider.

Lors de la visite d'inspection, l'observation suivante a été formulée : sur ce logigramme ne sont pas reportées les étapes de fermeture des vannes, ni de coupure de l'alimentation électrique.

Post-visite par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis une version modifiée du PDI. Le logigramme a été modifié pour prendre en compte l'observation formulée.

La demande formulée lors de la visite du 09/10/2024 a été prise en compte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, la demande suivante avait été formulée :

- réaliser un plan de défense contre l'incendie comprenant l'ensemble des informations et des pièces définies par l'article 5 de l'AM du 22/12/2023.

Un plan de défense contre l'incendie a été réalisé (version de juin 2025).

Un exemplaire est disponible à l'entrée du site (à l'accueil et dans le réfectoire).

L'exploitant déclare que le PDI a été remis en mains propres au service d'incendie et de secours lors de sa venue sur site.

Le PDI comprend les informations exigées à l'exception :

- du plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels ;
- des modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- de la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Par ailleurs, le PDI renseigne sur la quantité maximale d'huiles usagées susceptible d'être présente sur le site, à savoir deux cuves de 70 m³ chacune. Il indique également la présence d'une cuve de 1,3 m³ de GNR. En revanche, il ne précise pas la quantité maximale de pneus susceptible d'être stockée sur le site (9 000 m³).

Post-visite par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis une version modifiée du PDI. Cette dernière a été complétée pour prendre en compte les observations formulées. Elle a été transmise aux services d'incendie et de secours par courriel du 14 novembre 2025.

La demande formulée lors de la visite du 09/10/2024 a été prise en compte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

[...] Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, la demande suivante avait été formulée :

- dès la réalisation de l'exercice de défense contre l'incendie avec les services du SDIS, transmettre le compte-rendu à l'Inspection des installations classées. Ce document précisera le scénario mis en œuvre, les participants (personnel SEVIA et sous-traitants), le rôle que chacun a tenu durant l'exercice, les conclusions et les éventuelles améliorations à apporter.

Un exercice de défense contre l'incendie s'est déroulé le 16 octobre 2024 sur le site. Il a donné lieu à un compte-rendu.

Scénario mis en œuvre : simulation d'un incendie sur la partie collecte des huiles usagées

En présence des équipes du SDIS de Sorgues

Conclusions de l'exercice :

- l'exercice s'est bien déroulé ;
- sur le plan ETACO les cuves n'étaient pas numérotées comme sur le site. La mise à jour du plan ETACO a été réalisée en suivant.
- demande de déplacer la réserve d'émulseurs au niveau du portail « accès pompiers » (car trop proche des cuves). La réserve a été déplacée en suivant.

La visite de terrain a permis de vérifier le déplacement de la réserve d'émulseurs.

Par ailleurs, une formation à la manipulation des extincteurs a été délivrée le 18 septembre 2025 au personnel SEVIA du site de Sorgues (neuf employés) par l'organisme Goalmap (feuille d'émargement et contenu de la formation présentés).

La demande formulée lors de la visite du 09/10/2024 a été prise en compte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entreposage des déchets de pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 8.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'entreposage

Prescription contrôlée :

Les déchets liquides dangereux et les déchets de pneumatiques sont entreposés conformément au plan présenté dans l'annexe 2 du présent arrêté. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour garantir le respect des distances de sécurité permettant de contenir les effets d'un éventuel incendie à l'intérieur du site et de prévenir les effets dominos, en particulier :

- Les îlots de stockage de pneumatiques sont séparés entre eux d'une distance minimale de 10 mètres.
- La réserve de fioul est située à plus de 12 m des limites du stock de broyats le plus proche.
- Le broyeur de pneumatiques est situé à plus de 10 m des îlots de pneumatiques et plus de 18 m de la réserve de fioul.

Les aires de réception, de transit, de regroupement et de tri de déchets de pneumatiques doivent être distinctes et clairement repérées.

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks de déchets de pneumatiques (bornes, pignes, etc.).

La hauteur des déchets de pneumatiques entreposés n'excède pas 5 mètres.

Constats :

À l'issue de la précédente visite d'inspection du 09/10/2024, les demandes suivantes avaient été formulées :

- *mettre à jour l'étude de modélisation des flux thermiques et le plan d'entreposage des déchets en lien avec la réorganisation des stockages de pneumatiques sur la plateforme de Sorgues,*
- *justifier que la nouvelle organisation en place n'accroît pas le risque d'incendie ni ses zones d'effet,*
- *matérialiser ces zones sur le terrain.*

Par courriel du 30/05/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'étude des flux thermiques suite à modification des installations (référéncé ICO / EDI / SEVIA (84) / R13.25.0) du 07/05/2025 réalisé par l'organisme Ico Environnement (69).

Ce qu'il faut retenir :

- la mise en service d'une seconde cisaille pour le traitement des pneumatiques usagés a amené l'exploitant à déplacer la zone de stockage des pneus en attente de traitement et la zone de réception et tri. Initialement ces deux zones étaient confondues. Désormais, elles sont distinctes l'une de l'autre. Un plan représente l'organisation actuelle de la plateforme.
- les scénarii examinés sont l'incendie de l'îlot de stockage des pneumatiques en attente de traitement (hypothèses retenues : emprise de la zone 20 x 16 m et hauteur maximale de 2 m) et l'incendie de la zone de réception et tri (hypothèses retenues : emprise de la zone 30 x 17 m et hauteur maximale de 1 m). Examen des flux thermiques via l'utilisation de l'outil FLUMILOG reconnu par le ministère.
- aucun des flux thermiques modélisés ne dépasse les limites du site. Le flux de 8 kW/m², correspondant au seuil limite des effets dominos sur les structures, n'atteint pas d'installation susceptible d'aggraver les conséquences de l'accident.
- cette nouvelle organisation de la plateforme peut donc venir se substituer à la précédente.

Lors de la visite d'inspection il a été demandé à l'exploitant de compléter la figure 4 du rapport d'étude de façon à faire également figurer le tracé des flux thermiques de la zone d'entreposage des pneumatiques broyés (qui n'a pas fait l'objet de modification). Ce plan pourra venir se substituer au plan présenté dans l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 12/02/2019.

Par ailleurs, ces deux zones n'ont pas encore été matérialisées clairement sur le site.

L'exploitant déclare qu'une réfection d'une partie du revêtement de sol de ces zones doit être préalablement réalisée. Cette intervention a pris du retard. Une fois réalisée, un marquage définitif au sol est prévu. L'exploitant a présenté à cet effet les deux devis suivants :

- devis n° 1709111 du 02/09/2025 émis par la société COLAS pour la reprise des enrobés (surface à traiter d'environ 170 m²) ;

- devis n° 19071506 du 23/10/2025 émis par la société Miditraçage pour la fourniture et mise en œuvre de peinture routière.

L'exploitant s'est engagé à ce que les travaux de réfection du revêtement de sol dégradé et de matérialisation de la zone de stockage de pneus en attente de traitement et de la zone de réception et tri soient achevés avant la fin de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- faire réaliser les travaux de réfection du revêtement de sol dégradé et de matérialisation de la zone de stockage de pneus en attente de traitement et de la zone de réception et tri, et de le justifier (factures et photos) avant la fin de l'année 2025.

- compléter la figure 4 du rapport d'étude de façon à faire également figurer le tracé des flux thermiques de la zone d'entreposage des pneumatiques broyés (qui n'a pas fait l'objet de modification).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 31/12/2025